AMBASSADE
DE FRANCE
EN ARMÉNIE
Liberté
Égalité
Fraternité

http://www.ambafrance-am.org

https://twitter.com/ambafr_armenie

Service de Presse

Revue de la presse arménienne du 21 janvier 2021

La session question réponse du gouvernement au Parlement/

Sur les négociations
Nikol Pachinian a déclaré que le futur statut du Karabakh devrait être clarifié en marge du format des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE. La presse note aussi que le Ministre arménien des Affaires étrangères a reçu le 20 janvier les ambassadeurs des pays coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE accrédités en Arménie.

Sur les prisonniers de guerre
Les députés de l'opposition ont continué à déplorer l'échec du Premier ministre à obtenir la libération des soldats et des civils arméniens détenus par l'Azerbaïdjan plus de deux mois après le cessez-le-feu. « *Il y a toujours eu des prisonniers arméniens en Azerbaïdjan* » a déclaré Pachinian en réponse. « *Depuis le 9 novembre [2020], plus de prisonniers ont été renvoyés en Arménie que jamais auparavant. Je me demande donc pourquoi cette question n'avait pas été soulevée dans cette enceinte depuis de nombreuses années* » a insisté le Premier ministre. Il s'est demandé pourquoi la question des prisonniers n'avait pas été une raison pour demander la démission du gouvernement auparavant. Pachinian a accusé l'opposition de mettre en danger la vie et la sécurité des prisonniers « *par ses spéculations* ». Selon Pachinian, depuis la guerre du Karabakh, plus de 1 300 affaires pénales ont été ouvertes en Arménie concernant d'éventuels cas de trahison, de sabotage, de refus d'obéir aux ordres et d'autres problèmes. D'après lui, les résultats de ces enquêtes doivent apporter des réponses à toutes les questions qui préoccupent la société.

Sur les frontières
Pachinian, a de nouveau accusé les parlements des anciennes convocations, en particulier « Arménie prospère », d'être responsables de la situation aux frontières de Syunik. Il a de nouveau évoqué une loi passée en 2010 qui selon lui détermine les frontières entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Rappelons que de nombreux juristes, y compris l'Ombudsman, avait déclaré que la détermination et la modification de la frontière d'État du pays sur la base de la loi sur la division administrative et territoriale de la République d'Arménie était inacceptable. Selon le vice-premier ministre, Tigran Avinian, les troupes arméniennes et azerbaïdjanaises et les troupes frontalières utilisent les cartes militaires de la période soviétique de 1975-1976 à une échelle de 50 000, pour se stationner. D'après lui, actuellement il ne s'agit pas de délimitation. En ce qui concerne l'utilisation du GPS, d'après Avinian, ce mécanisme n'indique que le point où on se trouve sur la carte et les troupes frontalières ou les forces armées d'Arménie et d'Azerbaïdjan sont situées sur la base de la définition de ce point. « *Le processus de déploiement des gardes-frontières est presque terminé ; nous devons maintenant passer aux négociations de fond sur la délimitation et la démarcation finales de la frontière* » a déclaré Avinian. Selon lui, les sections frontalières de la route de Goris à Kapan, qui sont partiellement sous contrôle azerbaïdjanais, sont sécurisées et les routes sont contrôlées par des gardes-frontières arméniens et russes. L'Ombudsman arménien, Arman Tatoyan, a déclaré, quant à lui, que les processus en cours dans la région de Syunik en rapport avec la clarification des frontières menaçaient non seulement l'existence pacifique des citoyens, mais aussi les frontières du pays. Selon lui, le processus de clarification des frontières entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan est « *illégitime et devrait être soit suspendu soit révisé, car il constitue une violation flagrante de l'État de droit et des droits de l'homme* ». Tatoyan s'est dit convaincu que la sécurité des frontières de l'Arménie était également menacée. Le vice-premier ministre, Mher Grigoryan, a, quant à lui, qualifié le déblocage des communications dans la région de « *garantie de sécurité* » pour l'Arménie. Il a reconnu les problèmes d'analyse juridique et économique et d'évaluation des risques, mais a indiqué que tout cela devrait encore faire sujet des discussions. Il a rappelé que la première réunion d'une commission trilatérale (cf. revue du 12 janvier 2021) se tiendra à la fin du mois, au cours de laquelle les règles de ces discussions seront clarifiées.

Sur les relations Arménie- Russie

Pachinian a évolué positivement la présence de soldats de la paix russes au Karabakh. En outre, il a déclaré que la coopération russo-arménienne et l'approfondissement de l'alliance militaire et politique avec la Russie était l'une des questions à l'ordre du jour de son gouvernement. « *Il existe également un désir similaire de la partie russe* » a déclaré Pachinian. Selon lui, la coopération russo-arménienne dans le domaine de la sécurité est de haut niveau, et les activités dans ce domaine sont non seulement planifiées mais aussi mises en œuvre, en particulier dans la région frontalière de Syunik avec l'Azerbaïdjan, où des gardes-frontières russes sont déployés.

Sur le nombre des victimes de la guerre
Selon Avinian, le nombre de militaires arméniens tués au Karabakh ne dépasse pas 4 000 et le Ministère de la Défense fournira le chiffre final dans son rapport. À ce jour, 3 439 corps ont été retrouvés dans la zone de combat. Parmi ceux-ci, 766 n'ont pas été identifiés et sont en cours d'analyse ADN, mais il y a aussi des personnes disparues. D'après Avinian, le nombre de personnes handicapées ayant perdu un bras ou une jambe dans la guerre ne dépasse pas 150. Selon lui, le gouvernement fournira à ces personnes toutes les conditions nécessaires à la pose de prothèses.

Sur les élections anticipées
Selon Pachinian, l'opposition est déjà consciente de son manque de chances de succès en cas d'organisation des élections anticipées. « *Si l'opposition n'a pas besoin d'élections législatives anticipées, les autorités n'en ont pas besoin non plus* » a déclaré Pachinian. D'après lui, les représentants de l'opposition parlementaire rejettent sa proposition de discuter des élections anticipées. « *Par conséquent, il est illogique que la force au pouvoir organise elle-même des élections anticipées* ». Selon lui, néanmoins, les discussions autour des élections sont en cours et les autorités n'ont pas clôturé cet agenda. Plus tôt dans la journée, un représentant du parti au pouvoir, Alen Simonyan, avait déclaré à la presse que le gouvernement pourrait retirer sa proposition d'organiser de nouvelles élections si les forces de l'opposition continuaient à exiger sa démission.

Le Ministère arménien de la santé opte pour le vaccin d'AstraZeneca/ Le Ministère arménien de la santé a décidé d'acheter le vaccin contre le coronavirus à la société suédo-britannique AstraZeneca. Il a été décidé de procéder à une vaccination échelonnée. Dans la première phase, le vaccin sera administré aux résidents et au personnel des centres de soins pour personnes âgées, aux travailleurs de santé, au personnel des centres de soins sociaux, aux personnes âgées de 65 ans et plus et aux patients atteints de maladies chroniques âgés de 16 à 64 ans. La prochaine étape consistera à vacciner les enseignants, les éducateurs, les secouristes, les militaires, les employés du système judiciaire et des transports publics, ainsi que les fonctionnaires. Le vaccin sera disponible dès le mois de mars.

L'Arménie et la Russie lèveront les restrictions d'entrée et de sortie/ Le vice-premier ministre Mher Grigoryan a déclaré que l'Arménie et la Russie lèveraient bientôt les restrictions d'entrée et de sortie imposées précédemment en raison de la pandémie de coronavirus.

Le MAE iranien se rendra en Arménie, en Russie, en Géorgie et en Azerbaïdjan/ Citant l'agence Fars, la presse locale indique que le Ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a l'intention de se rendre en Arménie, en Géorgie, en Azerbaïdjan et en Russie. Selon le MAE iranien, Zarif souhaite visiter des pays qui peuvent contribuer au règlement du problème du Karabakh, ainsi qu'à l'établissement de la paix et de la stabilité dans la région. Plus tôt, la porte-parole du MAE russe avait déclaré que M. Zarif se rendrait à Moscou le 26 janvier.

Les sauveteurs arméniens organiseront des exercices d'évacuation près de la frontière avec la Turquie/ Le ministère arménien des situations d'urgence prévoit d'organiser des exercices d'alerte et d'évacuation de la population dans les villages de Nor Kyank et Panik de la région de Shirak, près de la frontière avec la Turquie.

L'Arménie crée une journée nationale en l'honneur des minorités/ Le Parlement a approuvé un projet de loi sur l'introduction de la « Journée des minorités nationales de la République d'Arménie » dans le calendrier des jours fériés. La journée sera célébrée le dernier samedi de septembre.

Autres développements/ Faute de corpus delicti, le service spécial d'enquête a mis fin à la procédure pénale engagée l'année dernière contre l'ancien directeur du Service de sécurité nationale, Artur Vanetsyan (cf. revue du 1er au 3 août 2020). Narine Khachaturyan-Tukhikyan a été démis de ses fonctions de vice-

ministre de l'éducation, des sciences, de la culture et des sports de l'Arménie. Les raisons du départ de la vice-ministre n'ont pas été divulguées.

Rédaction : Lena Gyulkhasyan

Cette revue de presse est une synthèse réalisée à partir de publications arméniennes parues au cours d'une journée définie et constitue un document de travail qui ne saurait en aucun cas exprimer le point de vue de l'Ambassade de France ou des autorités françaises. Toute reproduction de cette revue destinée notamment à une publication électronique, papier, destinée à des tiers, est soumise à autorisation de l'Ambassade de France en Arménie.